

**Développement durable - Accord de  
Paris - Discours de M. Jean-Baptiste  
Lemoyne, secrétaire d'État auprès  
du ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, à l'occasion du  
forum international sur les  
mobilités durables**  
(Paris, 17 octobre 2017)

(seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Premier Ministre du Sénégal, Cher Mahammed Dionne

Monsieur le Président Pépy,

Mesdames, Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de clore les débats de cette troisième édition du forum international sur les mobilités durables organisée une nouvelle fois par la SNCF, que je tiens à remercier chaleureusement. Je vous souhaite à nouveau la bienvenue au ministère de l'Europe et des affaires étrangères : c'est un plaisir pour le ministre Jean-Yves Le Drian et pour moi de vous recevoir dans nos locaux.

Tout au long de cette journée, les tables rondes vous ont permis de confronter les points de vue et les analyses, ainsi que de partager les expériences concrètes d'élus locaux, d'experts renommés et d'entreprises sur la mobilisation du secteur du transport dans la lutte collective que nous menons pour la sauvegarde de la planète.

Ces acteurs de la mobilité durable sont français, mais aussi québécois, russes, saoudiens, indiens, suédois ou chinois, pour citer quelques-unes des 20 nationalités aujourd'hui présentes. La dimension internationale de cet événement justifie pleinement votre présence, dans ce ministère qui contribue chaque jour à l'action internationale en faveur de la préservation de la planète, dans le prolongement de la COP21 de 2015.

Je me réjouis de constater votre présence nombreuse et votre intérêt sur ce sujet capital et d'une actualité brûlante.

Pourquoi ce sujet est-il capital ?

En premier lieu, parce que la mobilité durable a un rôle clef à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les transports sont aujourd'hui l'une des principales sources de gaz à effet de serre dans le monde, avec un quart de celles liées à l'énergie. Ils sont même la principale source d'émission en France avec près de 30% du total. Par ailleurs, la demande de mobilité n'a jamais été forte sous l'effet de la croissance démographique, du développement économique et de l'urbanisation croissante. Un seul chiffre suffira à en témoigner : hors OCDE, le besoin en moyens de transports devrait être multiplié par trois d'ici 2050.

Nous ne parviendrons pas à tenir les engagements ambitieux pris lors de la COP21 de Paris sans avancées sur la question de la mobilité. Et nous devons agir tous ensemble en ce sens. Les États sont des acteurs essentiels et ont ici un rôle considérable ; il faut favoriser et accélérer le développement de solutions innovantes pour gagner ce combat pour une mobilité durable notamment autour d'une exploitation du numérique pour développer de nouvelles façon de transporter. C'est le sens de l'action engagée par notre gouvernement et en particulier par la ministre des transports Elizabeth Borne, qui rappelait récemment que «Nous devons accomplir une véritable révolution de la mobilité propre en repensant les usages, les technologies, les politiques publiques».

Mais les États ne sauraient être les seules parties prenantes à ce combat, au regard de l'enjeu considérable qui est le nôtre. Les acteurs locaux et les entreprises ont une part essentielle à y prendre, comme le souligne «l'agenda de l'action» adopté lors de la COP21. Nous aurons besoin encore et toujours de volontarisme politique, mais aussi d'innovations et de progrès technologiques, pour contenir le changement climatique. Ici, tous les efforts doivent être de mise car, comme le disait le grand intellectuel canadien Mac Luhan, «il n'y a pas de passagers sur le vaisseau Terre. Nous sommes tous des membres de l'équipage.»

Les transports durables sont également un thème crucial dans la mesure où l'inéluctable développement de la mobilité durable, que nous appelons de nos vœux, est à la fois une opportunité pour les entreprises françaises et pour notre commerce extérieur, mais aussi un défi majeur à relever. Une opportunité parce que nos entreprises excellent dans la mobilité durable, contribuant ainsi à l'équilibre de notre commerce extérieur et à la présence internationale de notre pays.

Un défi parce que des mutations technologiques majeures sont en cours. Un seul exemple suffira à la souligner. Celui des batteries électriques indispensables au développement de la mobilité électrique. Aujourd'hui fonctionnant au lithium, elles seront demain au sodium ou à l'hydrogène et permettront une autonomie accrue à un prix réduit. Ceux qui n'emprunteront pas à temps ce tournant technologique risquent de ne pas faire partie des acteurs de la mobilité durable de demain. Plus que jamais dans ce domaine, nos entreprises doivent faire preuve de dynamisme et d'inventivité pour être à l'avant-garde de ce mouvement, l'accompagner, et non le subir.

C'est pourquoi le ministère place au coeur de ses préoccupations et de son action la lutte contre le réchauffement climatique et le soutien à l'exportation de nos entreprises et notamment de celles du secteur des transports.

Permettez-moi tout d'abord de revenir sur ce premier point. Comme vous le savez, la COP21 de Paris nous a permis de parvenir à un accord universel, juridiquement contraignant et comportant des objectifs extrêmement ambitieux. Pour la première fois, chaque État de la planète a pris des engagements de réduction de ses émissions de GES dans le cadre d'une contribution nationale, d'une INDC - selon les termes onusiens -, qui sera revue tous les 5 ans. Et ce, afin de parvenir à limiter la hausse de température du globe d'ici 2100 en dessous de deux degrés, voire d'un degré et demi. Devant ce qui apparaît ici comme une prise de conscience généralisée et salubre, il y a de quoi se réjouir.

Se réjouir, mais pas s'assoupir. Car ce succès demeure cependant fragile comme est venu récemment le rappeler l'annonce du retrait des États-Unis de l'Accord de Paris. Dans ce contexte, nous devons tous redoubler d'efforts et ne pas renoncer ; car céder à la facilité n'est pas une option, c'est une reddition. Et c'est pourquoi le président Macron a décidé d'organiser, le 12 décembre prochain à Paris, soit deux ans jour pour jour après l'Accord de Paris, un sommet au niveau des chefs d'État et de gouvernement afin de prendre de nouvelles actions concrètes en faveur du climat. Ce sommet, co-organisé avec les Nations unies et la Banque mondiale, sera en particulier l'occasion d'aborder la question des financements publics et privés, de la réorientation des investissements et du développement de financements innovants à même de contribuer à la transition vers des économies bas-carbone. Et ce sommet vous concernera aussi directement car y participeront non seulement des gouvernements mais aussi des représentants de collectivités locales, du secteur privé et de la société civile. D'ailleurs, l'un des quatre panels sera consacré à la mobilisation des collectivités publiques infra-étatiques. Vous l'avez compris, nous comptons sur vous aussi, pour que cet événement soit une grande réussite.

Chers Amis, comme vous le constatez, la thématique des transports durable a permis et permettra de resserrer les liens économiques tissés entre entreprises françaises et pays étrangers et de rapprocher de nombreux acteurs publics et privés de la France pour agir de concert. Ce sujet m'amène donc tout naturellement à un enjeu connexe, celui de la diplomatie économique, qui est au cœur de notre action au ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Vous le savez, nous sommes résolument engagés pour aider nos entreprises à exporter, et notamment celles du secteur des transports. Parce que celles-ci par leurs ventes à l'étranger contribuent significativement à notre balance commerciale. Mais aussi parce que nous disposons de champions mondiaux qui se sont résolument engagés dans la mobilité durable et offrent des solutions innovantes, au service de tous.

Je pense naturellement en premier lieu à nos entreprises du secteur ferroviaire, comme Alstom, qui propose des solutions de transport urbain bas-carbone tels que les tramways mais aussi des trains à haute performance environnementale.

Je pense également à nos acteurs maritimes tels que CMA CGM qui multiplie les liaisons et permettent ce faisant de diminuer considérablement les émissions de GES des camions de fret.

Je pense d'autre part aux constructeurs automobiles français, à savoir Renault et PSA, qui sont engagés pour atteindre les objectifs de La Déclaration de Paris sur l'électromobilité, à savoir au moins 20% de véhicules électriques en 2030.

De nombreux États, de nombreuses villes ont choisi des solutions françaises et je tiens à profiter de la présence du Premier ministre sénégalais pour remercier les autorités de son pays de leur confiance et pour avoir choisi une solution française pour le TER de Dakar.

Ce projet emblématique témoigne de la mobilisation exceptionnelle de la France. Non seulement des services compétents du Quai d'Orsay, et en premier de la direction des entreprises, mais aussi de «l'équipe France» de l'export dans son ensemble qui a notamment rendu possible la mise sur pied d'un financement très compétitif combinant les prêts du Trésor, de l'AFD et les crédits commerciaux garantis par BPI France.

Je veux à cette occasion rappeler l'importance de réfléchir à ces modes de financements permettant de mettre à profit toutes les forces et tous les efforts engagés dans l'objectif des transports durables. C'est d'ailleurs un objet de réflexion au cœur de la l'InfraWeek de Paris qui a lieu cette semaine, à l'initiative d'Euroland et du ministère de l'économie et des finances.

Comment enfin, féliciter nos champions, sans saluer tout spécialement l'engagement de la SNCF. Parce que cette dernière développe des solutions intermodales remarquables telles que les autoroutes ferroviaires afin de réduire l'impact du transport routier de marchandises par camion. Parce qu'elle est un leader mondial en matière de mobilité. Peu de gens savent que Keolis, qui est sa filiale de transports urbains et régionaux de voyageurs, est ainsi le premier opérateur de transport urbain en Australie, ou que Systra sa filiale d'ingénierie intervient dans la moitié des projets de LGV ou de métro dans le monde. Le groupe SNCF se développe chaque jour davantage à l'international : 34% de son chiffre d'affaires est réalisé hors de France et il a pour objectif d'atteindre 50% à l'horizon 2022. Il travaille avec les autres champions de la filière ferroviaire mais aussi avec l'écosystème des start-ups françaises pour démontrer partout dans le monde l'excellence française en matière de mobilité urbaine, suburbaine ou à grande vitesse. Depuis les premiers TGV ayant porté très haut l'ingénierie française, aux actuels projets de trains autonomes, de récupération de l'énergie générée par le freinage, ou aux investissements dans le projet Hyperloop, les rails qu'empruntent le groupe SNCF et à travers lui la France mènent vers l'avenir, suivent le chemin difficile mais nécessaire du progrès. Qu'il en soit remercié.

Mesdames, Messieurs,

La mobilité durable doit être plus que jamais au cœur de nos préoccupations et de notre action. C'est un défi majeur que nous devons relever tous ensemble. Il suppose une action déterminée au niveau politique, des sauts technologiques et des changements de mentalité et de modes de vie de nous tous. Mais c'est aussi une opportunité sur le plan économique. Vous pouvez compter sur le gouvernement français pour rester mobilisé. Je ne doute pas que vous resterez pleinement engagés pour relever ce défi capital.

Je vous remercie de votre attention./.